

Iran-USA : une pause dans l'escalade

par Vernon Sullivan

Depuis la Révolution islamique de 1979, l'Iran considère les Anglo-Saxons comme ses pires ennemis. En réponse, Tel-Aviv et Washington n'ont cessé de bruiser de rumeurs de guerre contre Téhéran, jamais suivies d'effet. Vernon Sullivan analyse ici les intérêts et l'idéologie des deux camps dans les contextes régionaux et internationaux. L'élection de cheikh Hasan Rohani pourrait n'être qu'une pause dans l'affrontement.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 21 AOÛT 2013



La candidature à l'élection présidentielle du directeur de cabinet de Mahmoud Ahmadinejad, Esfandiar Rahim Mashaie, ayant été rejetée par le Conseil des Gardiens de la Révolution, la voie était libre pour le candidat « rénovateur » cheikh Hasan Rohani. Les candidats favorables à une pause dans l'affrontement avec les États-Unis s'étant désistés en sa faveur, tandis que les candidats favorables à la poursuite de la confrontation se maintiennent pour disperser leurs voix, cheikh Rohani a été élu par 50,71 % des suffrages exprimés ...Or, la moitié des 12 membres du Conseil des Gardiens de la Constitution étaient nommés par le

**Guide suprême de la Révolution,
l'ayatollah Ali Khamenei. Par ce tour
de passe-passe, le vieux leader
s'accorde une pause dans la guerre
qu'il conduit contre l'impérialisme
anglo-saxon.**

Si l'on en croit les agences de presse réputées bien informées, les analyses internes des États-Unis sont actuellement très divergentes quant à l'opportunité d'aider Israël dans son projet de refouler l'Iran et le contenir dans ses frontières. Pour les uns, il faut s'y atteler aussitôt que possible et donc poursuivre la guerre syrienne qui n'est que le stade inférieur d'un conflit qu'il est nécessaire d'élargir. Pour d'autres, la guerre comporte des risques trop importants : la destruction du potentiel militaire iranien va entraîner un déséquilibre des forces dans le Golfe au profits des Émirats sunnites, dont la politique ultérieure n'est pas prévisible et qu'il faut envisager de combattre sur le pourtour méditerranéen, dans un délai moins éloigné qu'on ne l'a espéré, à quinze ou vingt ans d'ici. Le lobby pacifiste et temporisateur de Washington s'inquiète principalement des objectifs de certains groupes de pression d'inspiration religieuse, qui se sont montrés souvent bien plus bellicistes que le régime de Téhéran et prêts à soutenir sur certains théâtres des fanatiques qui nuisent franchement aux intérêts de l'Occident.

Cette inquiétude diffuse explique les atermoiements de l'administration démocrate, qui veut inscrire la diplomatie et l'action militaire des États-Unis dans la continuité des politiques poursuivies sur quatre décennies en même temps qu'elle en sent les défauts et s'effraie d'une possible émancipation militaire des puissances financières sunnites. Le débat fait rage dans le microcosme des experts anglo-saxons du monde arabe et l'absence de ligne unique apparaît nettement dans les publications relatives à la poursuite de la guerre globale engagée en 2001. Pour certains, il urge d'accorder à Israël une licence illimitée pour punir tout agresseur et même prévenir toute possibilité d'attaquer. Pour d'autres, il faut aider l'émergence de nouveaux protagonistes et par exemple donner le maximum d'espace aux menées du Qatar, dont les générosités ont pour principal but de gommer les impacts des aides que l'Iran distribue à certains mouvements rebelles au

nom d'un islam réunifié – le vœu irréaliste de l'imam Khomeiny.

Des observateurs plus fins démontrent que les visées des émirs du Golfe sont changeantes et pas toujours identiques à celles du royaume saoudien. Que le monde sunnite paraît ainsi plus divisé que l'arc chiite qui, malgré les vieilles rivalités politiques et de profonds désaccords d'obédiences, se conduit ces temps-ci comme une forteresse assiégée. La politique intérieure du régime irakien témoigne ainsi de la volonté de s'opposer à toute reprise en mains par les clans sunnites que les Ottomans avaient choisis et l'Angleterre confortés, et que soutiennent aujourd'hui les princes du Golfe. La récente décision d'interdire la diffusion d'une dizaine de chaînes de télévision appartenant aux grandes familles régnautes sunnites est un symptôme : *Al-Jazeera*, *Al-Sharqiyah*, *Al-Sharqiyah News*, *Babylonian*, *Salah Al-Din*, *Anwar 2*, *Al-Tagheer*, etc. sont désormais incriminées d'incitation à la haine interconfessionnelle et donc de répandre le ferment de la guerre civile. L'Irak se donne les moyens d'en limiter la réception, les chancelleries occidentales ne sont pas en mesure de s'opposer à cette entorse flagrante à liberté d'information.

États-uniens et Européens sont toujours plus confrontés à ce genre de déconvenues, qui motivent une sorte de repli psychologique sur Israël, seule alliée régionale aux idéaux d'inspiration occidentale. C'est ce qui explique le retour en grâce du régime belliqueux de Netanyahou. Désormais, bien que ce choix ne plaise pas aux Démocrates et à la majeure partie de leur électorat, le Pentagone va s'accommoder de débours importants, et tant pis pour les économies budgétaires ! Le ministère US de la Défense est invité à réfléchir aux modalités d'un rabais de dix milliards de dollars sur la vente de matériel de précision à Israël, l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis. Selon le *New York Times*, il s'agit de renforcer la ligne de défense contre le potentiel d'agression iranien. Mais le même journal constate que le rabais permet d'abord d'offrir à Israël un *Boeing KC-135 Stratotanker* pour le ravitaillement en vol de chasseurs bombardiers, des radars *Osprey V-22* dont aucun pays de l'OTAN ne dispose à part les USA, et 26 chasseurs *F-16*. Ces matériels cumulés font d'Israël, de l'aveu même des officiels états-uniens, un agresseur potentiel de l'Iran.

Dans le même temps, le nouveau ministre US de la Défense s'affirme pour la première fois, le 2 mai, en accord avec son homologue britannique sur la nécessité de fournir enfin des lots d'armes létales aux rebelles de l'Armée syrienne libre. On a donc compris que commençait une phase nouvelle du conflit proche-oriental, dont l'objectif ultime est la chute du régime iranien. Il s'agirait d'accélérer la conclusion du conflit syrien pour entrer dans la dernière phase de l'entreprise conduite depuis 2002. Pourquoi faut-il presser le pas ? pour une raison immédiate : l'Iran n'est pas encore en mesure de porter des coups majeurs. Pour une raison plus lointaine : il ne reste que dix ans pour

- ▶ priver la Chine de cet allié potentiel encombrant et
- ▶ précipiter le repli de la Russie vers le nord.

Selon l'institut CSIS, la ligne rouge peut être franchie par l'Iran si des fusées de type S-300, dont la Russie lui avait refusé la vente, sont fabriquées et lancées par l'Iran lui-même. Car ce sont les seuls projectiles en mesure d'atteindre Israël. Le même institut états-unien suppose qu'Israël a de son côté réussi à augmenter la portée de ses propres fusées et se trouve pour la première fois en mesure de frapper l'Iran avec des charges à hydrogène qui causeraient des centaines de milliers de victimes.

La guerre devenait pour certains une question de semaines. Le couronnement de tous les efforts entrepris depuis 2001 interviendrait vers la fin de l'été 2013. Certains des cercles religieux conservateurs de Téhéran l'ont compris, de même que les Iraniens fortunés et modernes que les gesticulations du populiste Ahmadinejad tenaient un peu en lisière. Un danger bien réel, concrétisé désormais par le plan de modernisation de l'armée israélienne et la livraison d'armes US modernes pour un montant de 10 milliards de dollars, a motivé la subite volte-face du Guide de la révolution islamique Ali Khamenei en faveur d'un conservatisme moins offensif. Khamenei a compris qu'il fallait tout faire pour éviter l'affrontement et que le meilleur moyen serait de proposer un nouveau partage régional. En ce sens, Rouhani est l'homme providentiel car son programme permet deux choses :

- ▶ tenter l'ajournement du programme états-unien de reconquête et
- ▶ mobiliser la société en redonnant aux classes dominantes et

moyennes l'espoir d'une sortie du marasme économique.

Le message de Khamenei a été clair durant la campagne : « *Je souhaite que tous les Iraniens aillent voter, ceux qui veulent sauver notre système autant que ceux qui n'en veulent plus, car les uns et les autres doivent garder confiance en l'institution de la République islamique elle-même* ». Entendue comme le rejet des manipulations de 2009 et donc le désaveu public des choix d'Ahmadinejad, cette phrase a fait voter des millions d'abstentionnistes potentiels en faveur d'un homme qui aura pour objectif la consolidation des acquis par la négociation.

Soudain, les conditions imposent aux Occidentaux de mesurer plus précisément de quelle manière et à quel prix on parviendra à faire plier l'Iran : d'un côté, l'embargo est un succès, la catastrophe monétaire interne et la baisse de l'approvisionnement en denrées de base ont été des facteurs déterminants de la défaite électorale des intransigeants. Mais en même temps, cet embargo n'arrange aucun des voisins de l'Iran. L'Irak le contourne sans cesse, la Turquie par à-coups et en cachette, l'Inde ne renonce pas à un certain volume d'échanges non monétaires, le Pakistan rejoint ce club en mettant en service un pipeline. Par ailleurs, l'endiguement n'est pas une vraie réussite car Téhéran consolide une influence réelle sur l'Irak, l'Arménie et des populations chiites autrefois très peu perméables à son discours —au Yémen, en Afghanistan et Syrie—. L'Axe du mal a donc tendance à s'étendre. La généralisation des guerres lui offre de préciser un discours de plus en plus clairement dirigé contre l'Arabie Saoudite, pays et régime que la propagande iranienne assimile désormais aux assassins des Imams martyrs.

L'Iran joue à présent la carte d'une réorientation confessionnelle du messianisme révolutionnaire qui peut justifier le projet inavoué d'abandonner les Palestiniens sunnites à des « *Frères* » plus proches d'une conception de l'islam que les Iraniens ne veulent plus se forcer à partager. Cet abandon revient à relâcher la pression contre Israël. Le débat est ancien au sein du pouvoir iranien. Mir Hossein Moussavi disait en 2009 : « *Dépendons notre argent pour nous et pas pour les Arabes* ». Même des partisans de la guerre sainte endurcis comme Mohammad Ghalibaf, le maire

conservateur de Téhéran, candidat malheureux à la dernière présidentielle, ont dressé durant la campagne un tableau affligeant de la politique palestinienne d'Ahmadinejad. Qalibaf a même estimé que la négation du génocide des Juifs d'Europe avait été une erreur magistrale du régime, nuisible à la cause palestinienne, et qu'aucun politique sérieux ne pouvait continuer à faire du conflit avec Israël une bannière de ralliement. Il serait en effet temps de rappeler que la République islamique n'a jamais introduit de mesures discriminant les juifs dans la vie sociale. Du côté des *Pasdarans*, garde prétorienne devenue le nœud du pouvoir économique aussi bien que policier, on entretient sans doute les illusions nécessaires à la mobilisation des énergies, sur les moyens de l'armée iranienne, sa capacité à résister à toute intervention étrangère. On veut justifier un train exorbitant de dépenses d'armement par une forte volonté de venir en aide aux chiites libanais comme au régime syrien. Mais de là à croiser le fer pour l'avenir de sunnites en fin de compte toujours prêts à répondre à d'autres appels...

Cette redoutable habileté à négocier des virages politiques très aigus n'est pas nouvelle dans l'histoire iranienne. Prenant la mesure de l'expérience millénaire d'un empire régional décidément roué, l'administration démocrate demande conseil et reçoit des messages opposés de la part de *think tanks* rivaux : tantôt l'Iran reste le grand déstabilisateur de l'édifice consolidé après 1956 (alliance avec Israël en même temps qu'avec les Saoudiens) et donc il doit être vaincu et démembré, tantôt l'Iran serait en partie un facteur d'équilibre, notamment sur sa frontière orientale parce que son rôle en Afghanistan a été moins négatif qu'on ne l'a craint : il contribue à l'émiettement, nourrit le désordre, mais coopère également avec toutes les parties et ne semble pas vouloir agresser l'OTAN. Enfin, une nouvelle génération de stratèges US se souvient du poids relatif de l'islam non arabe dans le monde, notant l'indifférence des masses musulmanes asiatiques à la question très arabe du statut de la Palestine. Ils se demandent si l'on peut résoudre la question israélo-palestinienne sans faire occuper les territoires arabes par des troupes occidentales garantes d'une évacuation par Tsahal, pour aussitôt démontrer l'absurdité de cette

solution : encore une aventure dont le bénéfice est improbable. En clair, se battre pour un monde arabe pacifié et modernisé, vivant en symbiose avec un Israël pacifique ? buts chimériques, coût faramineux ! on ne dispose pas d'alliés suffisamment forts pour faire le travail que les États-Unis ne veulent plus prendre en charge. Les moyens militaires de la Turquie s'avèrent limités, les arabes n'ont pas d'objectifs communs.



L'homme en treillis noir porte un étendard proclamant « Nous avons entendu ton appel Zeynab ! » (sainte de la famille du Prophète enterrée à Damas). Le montage puise dans l'iconographie religieuse traditionnelle : ce soldat de la foi est en tenue contemporaine, mais teinté du noir du chiisme, il se promène le long d'assiégeants munis de lances, référence au siège du campement de Kerbala, lieu où l'imam Hussein a été décapité en 680. Le slogan au-dessus précise que le salut passe par l'éradication du wahhabisme : « C'est leur tour de saigner ». L'affiche est rédigée en arabe, donc à l'usage des chiites irakiens et libanais.

Reste l'Iran, un régime solide qui s'attache à placer l'Irak dans son orbite et peut le faire basculer avec lui dans une alliance russo-chinoise. Avant de se désengager de l'ornière proche-orientale, il faut peut-être reprendre le dialogue et faire une offre à l'Iran, afin d'être plus à l'aise pour opérer le redéploiement annoncé vers le Pacifique. Car l'Amérique se demande quel sera son intérêt dans la guerre. Ne peut-elle pas en faire l'économie sans pour autant dévier de son objectif premier qui a toujours été de reprendre pied en Iran ? Que gagnera Israël en favorisant une grande coalition contre l'Iran ? Et si elles obtiennent une victoire décisive, les puissances sunnites consolidées resteront-elles des alliées ? Faut-il s'associer aux alliances que Français et Britanniques mettent en place ? [1] Et si ces alliances semblent solides, le projet ultérieur des petits Émirats n'est-il pas de s'émanciper de la tutelle saoudienne, avec ou sans le soutien des Occidentaux ?

En face, bien qu'il sache parfaitement tenir son rôle de loup garou, l'Iran peut aisément faire figure de partenaire plus fiable sur la durée. Pas plus qu'avec les Turcs, le commerce avec les Iraniens ne réserve de mauvaises surprises. Jusqu'à la toute dernière décennie, l'Iran s'est toujours efforcé de rester dans la sphère commerciale européenne. Coûte que coûte, en dépit des embargos, le volume de

son commerce avec l'Union européenne est resté bien supérieur à celui des échanges avec l'Asie. Durant les quinze années qui suivent l'armistice avec l'Irak, les quatre principaux partenaires commerciaux de l'Iran ont été, par ordre d'importance, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et la France. L'essentiel des véhicules construits sur place relèvent d'un approvisionnement en pièces détachées importées de l'UE. La maintenance des puits de gaz et pétrole en dépend aussi. Ce n'est qu'en 2009 que la balance penche pour la première fois du côté de l'Asie. Une tendance qui s'accélère très vite pour aboutir en 2012 à une baisse de moitié du volume d'échanges avec l'Europe tandis que les puissances asiatiques prennent toute la place au travers de leurs achats de pétrole brut : Chine, Inde, mais aussi Japon et Corée du Sud. D'une certaine manière, cet embargo imposé par les États-Unis nuit plus aux alliés européens qu'à quiconque. Le blocus est bancaire et donc monétaire, sans effet sur les échanges marchandises particulièrement denses avec les EAU, l'Inde et la Turquie. Quelques transactions ont été faites sur la base de l'étalon or, ce qui met en cause le monopole de fait du pétrodollar et constitue donc presque un acte de guerre contre les États-Unis. Qui plus est, l'Iran exporte désormais des produits autres que les hydrocarbures, des minerais et des pierres de construction – par ex. du marbre maquillé sur les marchés, du bitume... renforçant ses relations commerciales avec de nouveaux émergents islamiques d'Asie comme la Malaisie et même avec le Brésil.

Pour mettre l'Iran à genoux, il faut faire des efforts démesurés, non seulement bloquer les échanges avec la France, l'Italie et l'Allemagne, mais déstabiliser des circuits traditionnels de contrebande : depuis 18 mois, on a invité le Qatar et Dubaï à expulser les hommes d'affaires iraniens qui entretenaient un commerce côtier séculaire, à présent illégal. On les renvoie, mais c'est peine perdue car les Iraniens trouveront pour ce commerce des mandataires indiens ou pakistanais. Les prix monteront, mais les biens continueront de transiter. La société iranienne est mal en point, mais le nerf du nationalisme n'est pas atteint. La croissance démographique des sunnites ne met pas en cause le leadership chiite et les clivages claniques continuent d'empêcher la

structuration de partis politiques exprimant les revendications nationales des minorités ethniques. On peut bien jouer les cartes de l'indépendantisme baloutche et de la guerre civile au Kurdistan, on peut inciter l'Azerbaïdjan à une rhétorique guerrière de libération des turcophones, mais les effets de ces jeux se sont avérés très limités. Il serait plus payant de se trouver des alliés au sein des élites persanes.

D'autant que la bourgeoisie commerçante iranienne ne peut se faire à l'idée que la situation doive s'éterniser. Dans son ensemble, elle a peu d'appétit pour des produits asiatiques réputés moins durables que les produits européens. Elle tient à garantir un volume d'achats de biens de luxe qui s'écoulent très bien. Les Iraniens payent et ne mettent pas en cause le principe du marché, ils ne se réclament pas d'une économie de rapines. Se croyant moins immoraux que des systèmes politiques plus fermés que le leur, les Iraniens ne parviennent pas à se persuader qu'ils font figures d'ennemis idéologiques des États-Unis. La préférence pour les Saoudiens et le soutien au Pakistan font ricaner ou grincer à Téhéran. On la comprend comme une déclaration de guerre à l'indépendance du pays, un désir de détruire l'État-nation dont la politique ne suit pas l'injonction de libre-échange intégral et de « *gouvernance mondiale* ». Khamenei fait valoir que cette agressivité US est dans la continuité d'une politique de la canonnière pratiquée en continu par les Russes et les Anglais, de 1828 à 1953, annihilant toute tentative d'instaurer une démocratie parlementaire. Il fait aussi valoir que les ressources gazières seront à très brève échéance plus importantes que les ressources pétrolières et que l'objectif de mainmise sur l'Iran s'explique par le fait que ce pays est le troisième détenteur de réserves prouvées... Enfin, et comme d'ailleurs beaucoup d'observateurs du monde arabe, les idéologues iraniens soulignent que le morcellement est un principe d'action que les États-Unis ont toujours privilégié parce que la division est une garantie de leur hégémonie. L'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie, la destruction de l'État irakien sont autant d'exemples ; les conciliabules engagés sur une possible partition de la Syrie en sont la confirmation.

On peut aisément objecter que cette partition n'est pas l'objectif premier des Occidentaux et que l'OTAN n'est jamais, sous toutes les latitudes, favorable qu'en dernière instance à la révision des frontières existantes. Mais cette objection n'est pas reçue dans un pays qui se considère comme le « *morceau le plus juteux* » de toutes les parts du gâteau moyen-oriental. À intervalles réguliers, la presse iranienne montre des cartes imaginaires d'un Iran dépecé par les Arabes et les Turcs pour le plus grand profit des Anglo-Saxons. Dans cette optique de résistance, l'Iran se présente souvent comme l'un des seuls bastions de résistance à la pénétration destructrice par les lois dissolvantes du marché. Inspiré par Chavez, Ahmadinejad faisait de leur négation un axe majeur de sa politique, justifiant un vaste réseau de prébendes et de redistributions au profit des défavorisés. Mais la réalité de la société de classes contredit totalement ce discours collectiviste, car l'Iran n'est jamais sorti de l'Économie-Monde, il n'a jamais eu de programme autarcique, et la teneur du discours dominant dans les cercles décideurs est exactement inverse : pour les élites locales il est temps de renverser la vapeur, d'embrasser avec ferveur une « *Amérique* » toujours admirée, temps de voir revenir les exilés qui ont si bien réussi en Californie, de faire avec eux de bonnes affaires, de restaurer la capacité industrielle, d'adopter le modèle turc.

Pour les marchands comme pour beaucoup de dignitaires religieux iraniens, il y a une opportunité à saisir : montrer aux États-Unis qu'ils sont bienvenus, que le peuple iranien est en adoration devant leur modèle de civilisation, et obtenir en retour de cet indéniable amour une marge de manœuvre diplomatique et commerciale dans tout le Proche-Orient, au Pakistan et en Afghanistan. Mais il est peu probable que les Yankees sachent répondre à cette crise d'affects débordants d'Orientaux excessifs, un peu perturbés, visionnaires. Parce qu'ils n'oseront pas franchir le pas, qu'ils ne voudront pas tourner le dos aux Saoudiens, respecter le désir d'hégémonie régionale, ne comprendront pas l'intérêt qu'il y aurait à faire des Iraniens leurs factotums aux marches de la Chine. Cette incapacité vient d'être démontrée vis-à-vis de la Turquie : sa puissance retrouvée a été ébranlée et la

personne d'Erdogan vouée aux gémonies. Gageons que Khamenei en tirera argument et que les voix hostiles aux US vont dominer, disant : « *Ne cédonz sur rien, on ne peut pas leur faire confiance !* » ce qui conduira les faucons de Washington à marteler de plus belle : « *Persia delenda est !* »... À moins que le goût de la nouveauté ne l'emporte au Département d'État et que de jeunes ambitieux n'accompagnent quelques enturbannés finauds dans une méditation à laquelle le fondement religieux de leur pensée les invite ensemble. Une excentricité vraiment novatrice qui se baserait sur une réflexion digne de celles des théologiens de l'âge baroque. L'élection d'un pape jésuite suggère que le temps en est venu. Kerry pourrait se souvenir de Bossuet : « *Car, Messieurs, vous n'ignorez pas que l'artifice le plus ordinaire de la Sagesse céleste est de cacher ses ouvrages et que le dessein de couvrir ce qu'elle a de plus précieux est ce qui lui fait déployer une si grande variété de conseils profonds.* »

Vernon Sullivan

[1] « *Armement : Paris ouvre une nouvelle ère de coopération avec Abou Dhabi* », par Alain Ruello, *Les Échos*, 23 juillet 2013.